

**15 Octobre 2020**

Lundi soir sur France Info, Jean Castex, **constatant** « une deuxième vague forte » a demandé aux Français de mettre fin au « relâchement » . « Ils ont considéré un peu trop vite, malgré les discours que nous tenions, que ce virus avait disparu » a accusé le premier ministre.

Culpabiliser la population en lui imputant la responsabilité de la deuxième vague de la pandémie devient insupportable.

Les règles sanitaires qui s'imposent sont respectées par l'immense majorité de nos concitoyens , qu'il s'agisse du port du masque ou de la distance physique.

Arrêtez de nous abreuver de « distanciation sociale » !

Celle-là nous la connaissons quand les riches deviennent de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres.

Mais ce discours de culpabilisation , il nous est servi à tous les étages. M Pribile , directeur de l'ARS nous sermonne :« Il suffirait d'un petit effort de chacun pour inverser la tendance ».

Macron exige que nous changions de comportement.

Oui, Monsieur le Président de la République et le 9 mars dernier, vous annonciez « la plus grave crise sanitaire depuis un siècle ». Et quatre jours plus tard « La France est en guerre ». Mais au lieu de discours, Il aurait fallu, à l'époque, tester, tester, tester comme le martelait l'Organisation mondiale de la santé. Las! Cette injonction a été prise très tardivement en compte par les pouvoirs publics et à l'époque nos capacités de dépistage étaient quinze fois inférieures à celles de l'Allemagne.

Les épidémiologistes ,loin d'être d'accord sur tout, constatent pourtant dans un bel ensemble que les porteurs asymptomatiques représentent environ la moitié des cas et que 3 cas détectés sur 4 ne sont pas des cas contact d'un cas connu.

Conclusion: il faut dépister à beaucoup plus grande échelle.

En avons-nous les moyens ?

Avons-nous globalement les moyens de faire fonctionner l'hôpital public?

Si nous sommes, aujourd'hui, une fois de plus, rassemblés, c'est que la réponse est NON !

Jean-Luc Reitzer, député Les Républicains, premier parlementaire atteint par le Covid-19, est revenu à l'Assemblée nationale le 13 octobre, après 4 semaines dans le coma et 2 mois et demi d'hospitalisation.

Après avoir été ovationné par ses collègues, il a simplement appelé le 1er ministre à tirer les leçons de cette épreuve collective ET A NE PLUS FERMER DE LITS DANS LES HOPITAUX DE PROXIMITE.

C'est-à-dire arrêter la saignée en personnel qui nous fragilise face au covid et rend les conditions de travail insupportables pour les soignants.

La Fédération hospitalière de France, qui est une représentation institutionnelle, a déclaré récemment qu'il y avait moins de personnel actuellement dans les hôpitaux qu'au mois de janvier.

Ce que nous demandons, personnels hospitaliers, élus et habitants c'est un plan de formation et des embauches massives et immédiates. Recrutons immédiatement des chômeurs comme ASH, agent des services hospitaliers afin de soulager le travail des soignants car, aujourd'hui, ce sont les aides-soignantes, voire les infirmières qui font le travail des ASH en plus du leur, à effectif réduit.

La pénurie en personnel a des conséquences dramatiques aussi à l'hôpital de Saint-Claude et j'y viendrai après un détour qui rappellera que le comité de défense défend, soutient, revendique et aussi propose avec une perspective d'avenir.

A plusieurs reprises, depuis les commencements de notre engagement j'ai usé d'une image quelque peu guerrière : l'hôpital de Saint-Claude est le vaisseau amiral de la santé publique dans le Haut-Jura. Et j'ajoutai aussi qu'il était accompagné .....

de quelques flotilles d'autres intervenants de la santé : médecins de villes , infirmières, kinésithérapeutes, ostéopates, dentistes , psychologues, pharmaciens , etc , travaillant seuls , ou en cabinets , en maison de santé.

Le conseil d'administration du comité de défense de l'hôpital réuni le 8 octobre dernier propose de se mettre en mouvement pour les ETATS GENERAUX DE LA SANTE DANS LE HAUT-JURA, qui rassembleraient tous ces professionnels de la santé avec les élus , la population et , bien sûr, les soignants de notre hôpital. Car les états généraux que l'on peut voir fleurir, ici et là , très rarement d'ailleurs , sur des sujets variés mais souvent autour de la santé ne se préoccupent que des seuls professionnels.

Nous voulons élargir l'horizon .

Au-delà du nécessaire travail sur une meilleure coordination de l'offre de soins existante, il nous reviendra de bien appréhender les demandes et donc de faire des propositions.

Nous allons très prochainement , et rendez-vous a été pris , rencontrer plusieurs maires de communes importantes pour voir comment les choses pouvaient s'organiser sur leur territoire avant d'aller plus loin.

Cette démarche devra s'articuler avec le développement et le renforcement des services de notre hôpital , et , naturellement, la réouverture de nos trois services majeurs , maternité, pédiatrie, chirurgie complète suivie d'hospitalisation.

La question des déserts médicaux , du manque de professionnels de santé est première.

La maison de santé de Saint-Claude qui devrait ouvrir ses portes très prochainement est une première réponse à cette question et nous n'avons pas ménagé notre peine pour y parvenir et boucler la boucle du réseau de santé mis en place par la communauté de communes Haut-Jura Saint-Claude avec le relais santé de La Pesse et la maison de santé de Saint-Lupicin.

**Nous** pouvons aller plus loin et sur un territoire plus grand comme nous y invite l'exemple d'un département voisin , la Saône-et-Loire qui a recruté 60 médecins généralistes en 3 ans dans son centre de santé départemental. Celui-ci comprend 5 pôles territoriaux et une vingtaine d'antennes locales avec des médecins salariés. Ce mode d'exercice est en effet plébiscité par une très grande majorité de jeunes médecins qui souhaitent travailler en ayant une vie normale , une vie de famille , et avec des collègues, pas seuls.

C'est un exemple pour montrer que les Etats généraux de la santé ne doivent s'interdire aucune réflexion , aucune proposition.

Revenons à Saint-Claude, aujourd'hui , à l'hôpital, comme je le disais plus haut , et c'est bien facile car sur France 2, au journal de 20 heures , s'il vous plaît, le mardi 13 octobre , on a parlé de Saint-Claude , une petite ville du Jura.

Et nous avons vu et entendu Farid Lagah , délégué CGT, secrétaire du CHSCT de l'hôpital qui a rapporté des faits incontestables : « Le SMUR , service mobile d'urgence et de réanimation a été fermé pendant 4 heures faute de médecins. »

Oui, 4 heures et non 1H30 , monsieur Ducolomb , car vous n'étiez pas sur place vous n'êtes jamais là , vous ne connaissez pas l'établissement dont vous êtes le directeur . J'ai d'ailleurs été contraint , à mon grand regret, lors d'un conseil de surveillance, de vous traiter d«'imbécile » car vous vous obstiniez à répéter qu'il n'y avait aucune antenne de Saint-Ylie au cinquième étage de la résidence du Mont-Bayard.

Et il y aurait bien d'autres détails de la même farine à évoquer car vous nous donnez souvent du grain à moudre , mais là , Monsieur Ducolomb , vous avez fait fort : vous portez la responsabilité d'avoir fait travailler deux médecins urgentistes qui avaient contracté le Covid et étaient encore contaminés.

On voit également dans ce reportage l'hôpital de Nantes qui a procédé de la même façon. Avec ce commentaire d'un mode de fonctionnement dégradé très rare en France en raison des risques de propagation.

Mardi soir une infirmière de l'hôpital a été déclarée positive.

Hier soir, mercredi, un médecin de plus aux Urgences est déclaré contaminé. Sans entrer dans les détails, il lui a été demandé d'assurer le service pendant 3 heures pour assurer l'urgence vitale, en attendant la relève.

Voilà comment notre directeur gère la pénurie !

Pénurie de personnel mais aussi pénurie de matériel quand les personnels du SMUR travaillent avec des brancards rouillés.

Tout cela il ne faudrait pas le dire!

La règle qui doit s'imposer à l'hôpital de Saint-Claude, c'est l'omerta. Et celui qui veut la rompre est menacé de sanctions, de tribunal, de procureur de la République ...

Mais Farid Lagha n'a dit qu'une chose : la vérité.

Comme le chantait Guy Béart « Ce jeune homme a dit la vérité, il doit être exécuté ! » .

Farid est assuré de notre soutien total ;

La liberté d'expression est encore une des valeurs fondamentales de la République. La liberté d'expression syndicale existe encore. M. Ducolomb oublie sans doute que nous sommes en France. Nous saurons le lui rappeler.

Francis Lahaut

J'ai comme beaucoup d'entre vous écouté Emmanuel Macron et je n'ai malheureusement rien à retrancher : LE MOT HOPITAL JE NE L'AI PAS ENTENDU. Il a été sans doute absorbé par un trou noir comme on dit en astrophysique. SIDERANT !

Je vous donne lecture du communiqué que Farid nous a transmis.